



PREFET DES PYRENEES ORIENTALES

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Région Languedoc-Roussillon*

Perpignan, le 28 mai 2013

Unité Territoriale de l'Aude et des Pyrénées Orientales
Subdivision Environnement Sous-Sol des Pyrénées Orientales
Immeuble Kennedy – 7 rue Mariotte
66100 PERPIGNAN

Rapport de l'inspecteur des Installations Classées

Objet : Demande de renouvellement et d'extension d'une carrière sur le territoire de la commune de PERPIGNAN

Réf : Transmission de la préfecture du 05 avril 2013

S3IC : N° 66-1450

Par transmission citée en référence, la préfecture des Pyrénées Orientales nous a adressé pour l'établissement d'un rapport à présenter aux membres de la CDNPS, les différents avis émis sur la demande présentée par la société SABLIERE DE LA SALANQUE en vue d'obtenir l'autorisation de renouveler et étendre la carrière de sables et graviers située sur le territoire de la commune de PERPIGNAN et VILLELONGUE DE LA SALANQUE.

I. RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR L'ENTREPRISE

NOM	: Société SABLIERE DE LA SALANQUE
SIEGE SOCIAL	: 488, rue Louis Delage 66000 PERPIGNAN
ETABLISSEMENT	: lieux-dits « La Colomina d'Oms » et « Les Graves » à PERPIGNAN et VILLELONGUE DE LA SALANQUE
ACTIVITE	: Exploitation d'une sablière et d'une installation de recyclage des déchets du BTP
Contact dans l'entreprise	: Emmanuel GAUTIER ☎ : 04 68 61 14 80
Effectif	: 22 (dont 8 sur la carrière de PERPIGNAN)

II. CONSISTANCE ET CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

II.1 Présentation de la demande

Le présent dossier concerne une demande d'autorisation :

- de renouvellement et d'extension d'une carrière de sables et graviers,
- de poursuivre l'exploitation d'une installation de transit et stockage de matériaux du BTP.

L'exploitation de cette carrière de sables et graviers a été autorisée initialement par arrêté du 05 octobre 1990 pour une durée de 5 ans. Le renouvellement de cette autorisation a été accordé par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1996 pour une durée de 10 ans. L'arrêté du 17 décembre 2007 a prolongé l'autorisation pour une

durée de 5 ans soit jusqu'au 17 décembre 2012, mais uniquement pour permettre la finalisation de la remise en état.

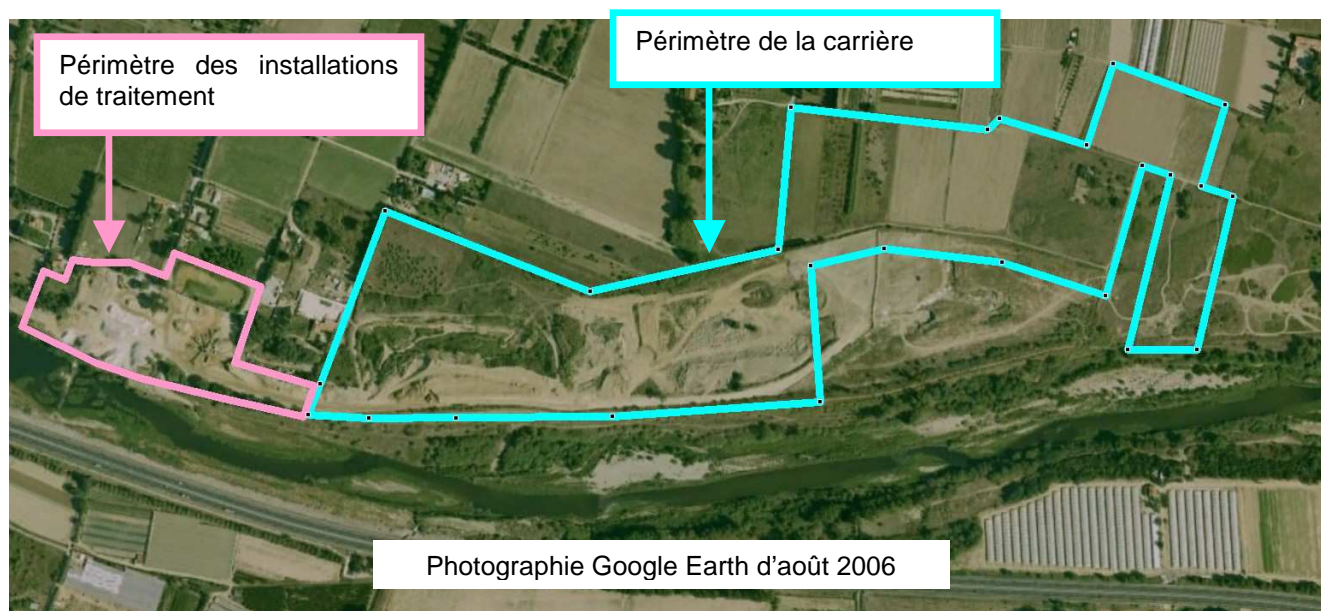
Cette remise en état consiste à combler la fosse créée par l'exploitation de la carrière jusqu'à la cote du terrain naturel, par des matériaux inertes provenant du recyclage des déchets du BTP, leur recouvrement par une couche de terre végétale puis la plantation d'arbres et arbustes sur certaines zones et le retour à la vocation agricole initiale sur le reste des terrains.

Cette demande de renouvellement extension porte sur une durée de 20 ans, une production maximale de 80.000 t/an et une production moyenne de 60.000t/an.

La superficie totale du périmètre administratif de demande est de 20ha 85a 86ca, dont :

- 11ha 13a 10ca sont sollicités en renouvellement (stocks et valorisation de matériaux inertes),
- 57a 75ca sont utilisés pour les pistes.
- 9ha 15a 01ca correspondent à l'extension du périmètre dont 1ha 46a 88ca sur la commune de Villelongue de la Salanque
- 6,11ha feront réellement l'objet de travaux d'extraction en 2 zones l'une située à l'Est l'autre à l'Ouest.

La société SABLIERE DE LA SALANQUE exploite également sur un terrain mitoyen à la carrière une installation de traitement et recyclage de matériaux autorisée indépendamment de la carrière.



La durée sollicitée de 20 ans tient compte :

- Du volume de matériaux disponible au niveau du périmètre d'extraction qui a été estimé à 251 400m³ soit 450 000t à une densité moyenne de 1,8, ce qui représente environ 7,5 ans au rythme moyen de 60 000t/an.
- Du temps nécessaire pour finaliser la remise en état consistant au comblement de l'excavation avec des matériaux inertes récupérés dans le cadre des chantiers du BTP.

Les terrains sont situés en bordure de la Têt, dans le lit majeur (le lit majeur correspond à la zone inondable) mais en dehors de l'espace de liberté de ce cours d'eau.

A signaler que lors du dépôt de la présente demande, le capital de la Sablière de la Salanque, était détenu à 100% par la SOTEM. En mars 2013 la majorité de ce capital a été acquise par une société Holding, la Société Calcaires Catalans SAS qui détient donc désormais le contrôle de Sablière de la Salanque. Toutefois, SOTEM reste actionnaire de Sablière de La Salanque.

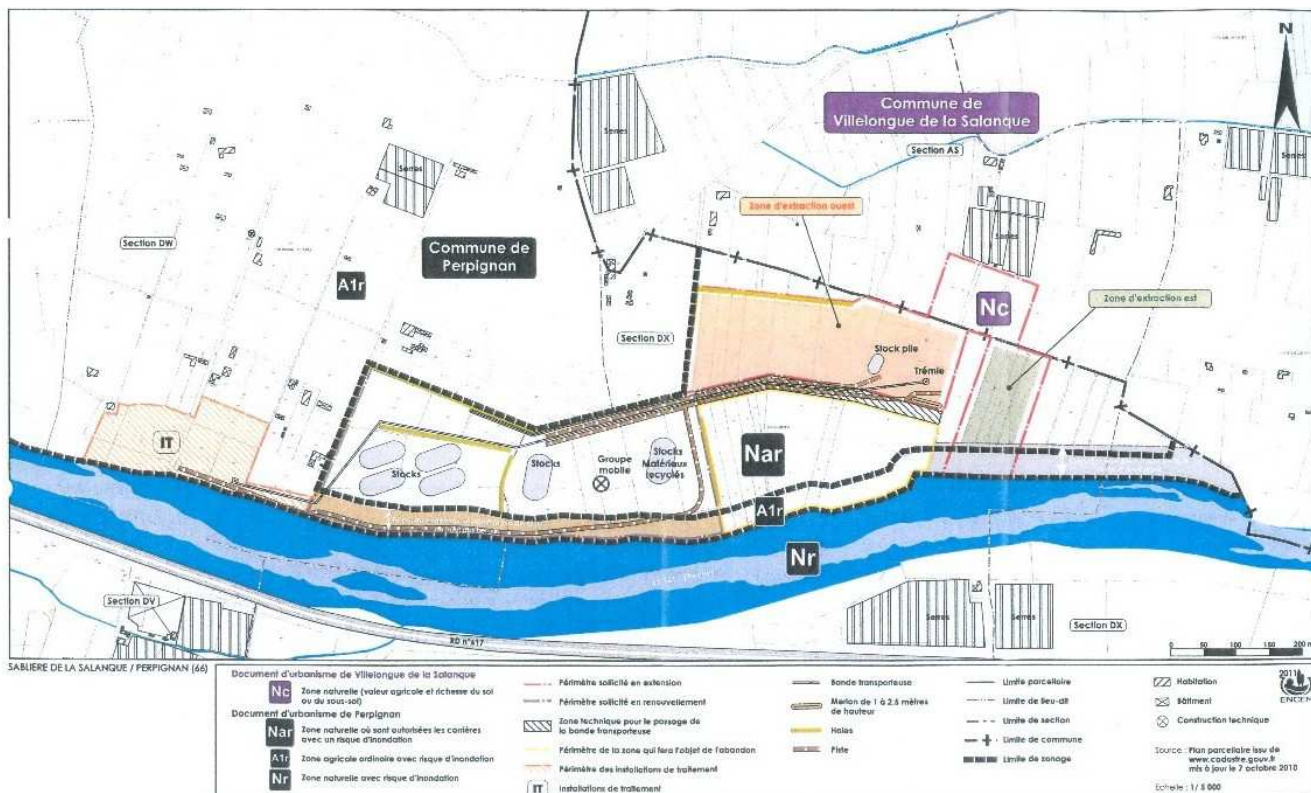
La société Calcaires Catalans SAS est quant à elle détenue par 2 actionnaires :

- La société Holding Vaills,
- La société NGE.

La société Holding Vaills, au travers de ses filiales, est un acteur du marché des matériaux et notamment des granulats sur le département des Pyrénées Orientales. La société NGE, premier terrassier de France est quant à elle un acteur du marché des matériaux et des carrières en France.

Cette modification n'amène donc pas d'observation particulière de notre part sur les capacités techniques et financières de l'entreprise.

La société SABLIERE DE LA SALANQUE exploite la sablière de Perpignan depuis plus de 20 ans et la carrière de calcaire de Salses le château depuis une quinzaine d'années.



II.2 Classement ICPE

N°de la nomenclature	Activités	Critères	Régime
2510-1-c	Exploitation de carrière	Extraction : 60 000 t/an en moyenne 80 000 t/an au maximum S = 20ha 85a 86ca	Autorisation R = 3 km
2515-1-b	Broyage concassage criblage, la puissance installée P des installations étant supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW	403kW pour le groupe mobile de recyclage des inertes	Enregistrement
2517-1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 30 000 m ²	70 000 m ²	Autorisation R = 3 km

A signaler que les critères de classement des rubriques 2515 et 2517 ont évoluées depuis le dépôt du dossier ; le tableau des activités a donc été mis à jour pour tenir compte de ces modifications.

La capacité de stockage est répartie comme suit :

- 50 000 m³ : transit de matériaux incluant les produits finis, ceux venant de la carrière de Salses le Château et les matériaux inertes
- 80 000 m³ de matériaux inertes et matériaux recyclés

Il n'y a pas de forage sur le site de la carrière. L'eau nécessaire à l'arrosage des pistes provient du forage autorisé au niveau de l'installation de traitement de matériaux.

Il n'y a pas de rejet d'eau de procédé au niveau de la carrière. Les eaux pluviales sont canalisées vers des points bas aménagés sur le site ou vers les fosses d'extraction.

Droit des sols : La société SABLIERE DE LA SALANQUE est propriétaire de 2 parcelles ($\approx 10\%$) et détient la maîtrise foncière pour le reste des terrains par contrat de forage passé avec la SCI SALANQUE. L'acquisition des terrains qui étaient en cours au moment du dépôt du dossier a été finalisée.

Plan local d'urbanisme : Les terrains de l'extension sont situés en zone Nar qui autorise l'exploitation des carrières. Les parcelles sont à cheval sur une zone classée A1r qui n'autorise pas l'exploitation de carrières. Cette zone ne sera pas touchée d'autant qu'elle se situe dans la bande de 50m du haut des berges de la Têt dans laquelle les extractions sont de toute façon interdites.

Accord des propriétaires et des communes sur les conditions de remise en état : L'accord des mairies et des propriétaires des terrains est joint en annexe du dossier. A noter que la mairie de Perpignan n'a pas répondu aux différentes sollicitations de l'exploitant.

III. PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ

Le gisement exploité est composé de sables, de graviers et de galets de nature siliceuse. Il s'agit d'alluvions du lit majeur de la Têt.

Les matériaux extraits et les produits provenant de la plate-forme dédiée au tri des déchets du BTP sont traités sur l'installation mitoyenne à la carrière ; Les produits finis sont des sables et graviers roulés ou concassés.

Conditions d'exploitation (extrait du dossier)

- *Décapage de la découverte*

Préalablement à l'exploitation du gisement, la terre végétale et les limons de recouvrement (10 cm d'épaisseur) sont décapés de manière sélective et stockés sur le site en vue de leur réutilisation pour la remise en état des lieux.

- *Extraction du gisement*

Les matériaux sont extraits à la pelle hydraulique puis évacués par tombereaux ou camions jusqu'aux installations de traitement situées à environ 1300m.

Les sables et graviers sont prélevés en fouille sèche, sans prélèvement dans la nappe.

L'épaisseur du gisement exploité sera de l'ordre de 5m.

- *Traitement de matériaux et évacuation des matériaux :*

Les matériaux sont traités dans les installations de concassage-criblage mitoyennes à la carrière puis évacués par camions.

- *Remise en état du site*

La remise en état est réalisée de façon coordonnée aux travaux d'extraction. Elle consiste à remblayer les terrains à la cote initiale (entre 13 et 14mNGF) afin de se raccorder aux terrains naturels limitrophes.

- *Autres activités : accueil et recyclage de matériaux inertes*

Les matériaux inertes provenant de l'extérieur passent par la bascule de la zone des installations de traitement où une pesée, une identification et un contrôle visuel des propriétés et de la qualité des matériaux apportés sont effectués.

Les matériaux sont acheminés jusqu'à la plate-forme de recyclage et déchargée sur une plate-forme bétonnée de 80 m².

Un deuxième tri est effectué avant concassage.

Les déchets inertes sont utilisés pour combler les fosses lors des campagnes d'extraction.

- *Besoins en eau*

Sur le site d'extraction, les besoins en eau correspondent à l'arrosage des pistes.

L'eau provient du forage implanté sur le site de l'installation de traitement des matériaux.

- *Horaires d'activité*

L'activité sur le site s'intègre dans le créneau horaire « 7h-22h » correspondant à la période administrative diurne.

L'exploitation fonctionnera du lundi au jeudi de 7h 30 à 12 h et de 13h 30 à 17 h, et le vendredi de 7h 30 à 12 h et de 13h 30 à 16 h.

IV. ENJEUX IDENTIFIÉS PAR L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

Les principaux enjeux du projet concernent :

- ✓ Les impacts potentiels directs qui sont inhérents à l'activité de carrière à savoir les rejets de poussières, le bruit, le transport des matériaux, l'insertion paysagère, la gestion des eaux pluviales ;
- ✓ Les impacts liés à la proximité du projet avec la Têt, à la sensibilité écologique des berges de ce cours d'eau, au risque inondation ;
- ✓ Les impacts potentiels sur la nappe du fait du mode du réaménagement de l'excavation comme installation de stockage de déchets inertes du BTP.

IV.1 Qualité de l'étude d'impact et prise en compte de l'environnement dans le projet :

Les études d'impact et de danger comprennent les éléments prévus aux articles R.122-5 et R.512-8, L.512-1 et R.512-8 du Code de l'Environnement : Analyse de l'état initial du site et de son environnement, analyse des effets du projet sur son environnement, justification de la solution retenue, mesures prévues pour supprimer réduire ou compenser les inconvénients de l'installation et conditions de remise en état.

Ce dossier a nécessité de nombreuses études qui ont été réalisées sur plusieurs années ; Le dossier de demande a été initié en 2010 puis a été complété en septembre 2011, mai 2012 et enfin en septembre 2012. Bien que le dossier présente une bonne analyse des impacts du projet sur les différentes composantes environnementales, ces différentes études itératives qui ont été ajoutées au fur et à mesure et les modifications apportées par rapport au projet initial sans réécriture complète, rendent parfois la lecture du dossier difficile. Il est en particulier nécessaire de se reporter aux études jointes en annexe pour avoir une bonne compréhension du dossier.

Les éléments qui ressortent du dossier de la demande et les résultats de l'évaluation environnementale sont synthétisés ci-après pour ce qui concerne les principaux enjeux identifiés :

Emissions de poussières :

En dehors de l'installation de traitement de matériaux qui ne fait pas partie de la demande, les émissions de poussières sont principalement liées à la circulation des engins sur le site et aux campagnes de broyage des déchets inertes. Suite aux résultats de l'enquête publique et à la décision de réaliser les extractions et le remblayage des fosses par l'intermédiaire de 2 campagnes de 6 semaines chacune, la bande transporteuse ne sera pas mise en place.

Les mesures prévues, plus classiques, concernent l'arrosage des pistes et l'entretien de la voie d'accès. La Sablière de la Salanque propose également d'équiper le site d'un réseau de mesure des retombées de poussières bien que la réglementation nationale ne l'impose pas, car la production est inférieure à 150.000 t/an.

Bruit :

Dans le cadre de ce dossier la Sablière de la Salanque a réalisé une vérification des niveaux sonores qui a fait ressortir un dépassement des valeurs limites à proximité des installations fixes. Différents travaux ont été réalisés pour améliorer la situation et la dernière vérification réalisée en septembre 2012 après mise en place de mesures compensatoires confirme que les valeurs réglementaires sont maintenant respectées pour l'existant.

Des simulations ont également été réalisées afin de tenir compte du projet d'extension qui ont fait ressortir la nécessité de mettre en place des mesures compensatoires telle que des merlons antibruits, la pose de plaques de polyuréthane insonorisantes au niveau de la trémie d'alimentation du convoyeur.

Ces propositions sont classiques, leur efficacité devra toutefois être vérifiée en cas de suite favorable au projet.

Transport des matériaux :

L'impact du transport concerne principalement les évacuations des matériaux de la carrière et l'apport des matériaux inertes ou provenant des autres sites d'extraction exploités par la Sablière de la Salanque.

Le projet n'amènera pas de modification par rapport à la situation actuelle.

La part du trafic sur la RD12 liée aux installations a été estimée à 10% du trafic poids lourd et 0,5% du trafic total.

Insertion Paysagère :

Le dossier comprend une analyse paysagère composée essentiellement de planches photographiques présentant la perception visuelle du site depuis différents points de vue proches et éloignés du site.

Le site actuel est relativement bien masqué par la végétation, la présence de la digue et de la ripisylve le long de la Têt. Les terrains se situant dans la plaine et l'exploitation s'effectuant en dent creuse, il y a par ailleurs peu d'élévation au voisinage qui amène à une vue plongeante sur le site. Les terrains de l'extension feront principalement l'objet d'une visibilité proche depuis le nord.

Comme mesure compensatoire l'exploitant propose de mettre en place dès le début des travaux une haie en prolongation des haies existantes, sachant que les hauteurs des stockages sont limitées du fait des risques d'inondation.

Gestion des eaux pluviales :

La problématique des eaux pluviales est peu abordée dans le dossier. Le site sera toutefois entouré par des merlons et la digue située le long de la Têt. Les eaux pluviales tombant sur le site rejoindront en priorité les fosses créées lors des excavations ou des points bas bloqués par les digues et merlons.

Pour mémoire la réglementation relative aux carrières impose à l'exploitant de gérer les eaux pluviales d'une part en empêchant les eaux extérieures de pénétrer sur le site et d'autre part en mettant les dispositions nécessaires pour éviter des entraînements de matériaux en dehors du site. Ces dispositions devront être respectées par l'exploitant.

Risque inondation, espace de liberté de la Têt :

Le dossier comprend une analyse hydraulique du site réalisée en août 2010 et une étude d'incidence hydraulique daté de janvier 2011 réalisée par le bureau d'étude PURE Environnement.

Ces études qui ont été validées par les services de la police de l'eau, confirment que le retrait des limites de l'extraction de 50m par rapport au haut des berges est suffisant pour que la carrière soit située en dehors de l'espace de liberté de la Têt, du fait de l'aménagement des berges et en particulier des endiguements réalisés au XX^{ème} siècle.

Les terrains sont en zone d'aléa moyen et pour une partie fort du plan de prévention des risques inondation des communes de Perpignan et Villelongue de la Salanque. Le projet tient compte de cette situation, notamment sur la manière de réaliser les stocks (orientation et hauteur).

Les études hydrauliques réalisées et leurs conclusions apparaissent adaptées au projet.

Faune Flore :

Les prospections de terrains ont été réalisées entre janvier et août 2011. Aucune espèce végétale recensée sur la zone d'étude ne bénéficie d'un statut réglementaire de protection.

Le secteur présente deux milieux bien distincts :

- ✓ Une zone anthropisée (cultures et sablière) ;
- ✓ La Têt, ses berges et sa ripisylve.

Les berges et la ripisylve le long de la Têt ne seront pas touchées par le projet, car situées dans la bande de protection de 50m et en majeure partie derrière la digue de protection contre les inondations.

La carte d'occupation des sols montre que les terrains de l'extension et plus particulièrement la zone où seront réalisés les extractions, sont principalement constitués de friches et d'une petite zone de culture en position centrale.

Suite aux observations formulées sur la première version du dossier un complément écologique a été réalisé qui a confirmé que le projet n'aura pas d'impact sur les espèces protégées potentiellement présentes sur la zone d'étude et en particulier sur l'Emyde Léprieuse (tortue aquatique) et la grenouille de Perez, car la zone d'extraction est trop éloignée des berges de la Têt et séparée en majeure partie par la digue.

Colonie de Guêpiers d'Europe

L'étude faune / flore a en particulier fait ressortir qu'une colonie de Guêpiers d'Europe, espèce d'oiseau protégée, vient nicher chaque année sur les talus et fronts de taille créés pendant la phase d'exploitation de la carrière.

L'exploitant prend en compte la présence de cette colonie en particulier en isolant les zones concernées pendant la période de nidification.

La zone d'extension et les terrains naturels à proximité, ne présentent pas d'habitat favorable aux Guêpiers d'Europe du fait en particulier de l'absence de falaise d'éboulis ou de berges sablonneuses permettant à ces oiseaux de creuser leurs terriers à l'abri des prédateurs.

Les études réalisées dans le cadre de ce dossier et les investigations complémentaires menées suites aux remarques formulées sur la première version de la demande, font ressortir que les colonies de Guêpiers d'Europe se sont installées suite à la mise en exploitation de la carrière et la création de talus et stocks de matériaux au fur et à mesure de l'avancement des extractions ; Cette espèce apparaît s'être adaptée à cette situation puisque la colonie s'est développée.

De ce fait l'exploitant considère que ce dossier ne nécessite pas de demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées (habitats ou individus), car en l'absence de carrière et de poursuite de l'activité de carrière, il n'y aura de fait plus d'habitat favorable et par conséquent plus de présence de cette espèce. A noter que l'arrêté actuel autorisant l'exploitation de la carrière existante impose un réaménagement par comblement de l'excavation (suppression des talus et des stocks).

Le dossier propose des mesures pour favoriser la nidification de cette espèce pendant la durée de vie de la carrière et après, par des aménagements spécifiques.

En cas de suite favorable des prescriptions devront être proposées pour permettre le développement de la colonie et surtout sa pérennisation une fois l'activité terminée.

Enfouissement des déchets inertes.

L'exploitant propose un réaménagement de la carrière en installation de stockage de déchets inertes. Une des observations formulées sur la première version du dossier concerne les mesures mises en place pour vérifier la qualité des déchets entrants et surveiller l'impact sur la nappe.

Le dossier comprend en effet une étude hydrogéologique réalisée par le cabinet BERGA SUD en mai 2012 qui a vérifié la faisabilité du projet et insisté sur la nécessité de remblayer l'excavation avec des matériaux strictement inertes

Dans le nouveau dossier l'exploitant propose en particulier de créer une aire en béton pour le déchargement systématique des bennes et le tri des déchets avant enfouissement. Cette mesure doit permettre de réaliser un tri et de s'assurer que seuls les déchets inertes sont enfouis. L'exploitant propose également une surveillance de la nappe par piézomètres 2 fois par an, en période de haute eau et de basse eau.

L'exploitant s'engage également de ne pas exploiter les excavations en eau.

Alimentation en eau potable

L'alimentation en eau des équipements sanitaires (WC, lavabos, douche) utilisés par les employés est réalisée à partir d'un forage captant la nappe superficielle, qui ne dispose pas d'autorisation au titre du code de la santé. Compte tenu de la situation de cet ouvrage, de sa faible profondeur et de l'absence d'analyse récente de l'eau prélevée, il a été demandé à l'exploitant de cesser immédiatement l'utilisation de ce forage pour un usage sanitaire.

L'exploitant s'est engagé à se mettre en conformité avant la fin de l'instruction de son dossier, ce qui sera une condition à l'obtention de l'autorisation.

V. INSTRUCTION DE LA DEMANDE.

V.1 Enquête publique.

Conformément à l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2012 il a été procédé, du 14 janvier 2013 au 15 février 2013 inclus, à l'enquête publique réglementaire dans les communes de BOMPAS, CABESTANY, CANET EN ROUSSILLON, CLAIRA, PERPIGNAN, PIA, TOREILLES, SAINTE MARIE LA MER et VILLELONGUE DE LA SALANQUE (rayon de 3 km).

Au cours de ses permanences le commissaire enquêteur a reçu 17 personnes. 20 personnes ont inscrit des observations sur les registres d'enquêtes dont 6 ont déposé des documents. Parmi ces personnes ont pu noter un représentant de l'association FRENE 66 et du Groupe ornithologique du Roussillon (GOR).

Exceptées 2 personnes tous les avis exprimés verbalement ou par écrit sont opposés à la demande d'autorisation de poursuivre et étendre l'exploitation de la sablière.

Le commissaire enquêteur a classé les observations en retenant 4 thèmes principaux et 6 thèmes secondaires, à savoir :

Thèmes principaux :

- 1) Le bruit
- 2) La poussière
- 3) L'eau
- 4) Le chemin d'accès à la carrière (chemin de Charlemagne)

Thèmes secondaires :

- 1) L'analyse du milieu naturel
- 2) Le recensement de l'environnement humain et des activités économiques
- 3) Les eaux superficielles et le risque inondation
- 4) Les aspects administratifs et réglementaires
- 5) L'organisation interne de la sablière
- 6) Des généralités.

Comme il se doit l'exploitant a rédigé un mémoire en réponse à chacune des observations formulées et en effectuant certaines propositions pour répondre aux craintes des riverains, en particulier :

- participer à la remise en état du chemin de Charlemagne,
- réaliser les extractions en 2 campagnes annuelles de 6 semaines plutôt que d'avoir une exploitation en continue en évitant les mois d'été (juin, juillet et août),
- ne pas installer le convoyeur à bande,
- constituer un comité de suivi de la carrière.

Après analyse des observations recueillies et des réponses de l'exploitant aux remarques formulées au cours de l'enquête, le **Commissaire Enquêteur** émet un **avis favorable** à la demande d'autorisation sous les réserves suivantes :

- afin de ne pas trop nuire aux résidences les plus proches, exclure de l'autorisation les parcelles cadastrées DX 4, 5, 6, 8 et 9 (situées le plus à l'ouest)
- limiter toute activité à deux campagnes annuelles de six semaines maximum chacune,
- exclure des campagnes d'activités les mois de juin à septembre inclus
- pendant les campagnes limiter l'activité aux journées du lundi au vendredi et de 7h00 à 17h00,
- créer un comité de suivi comprenant des riverains se réunissant plusieurs fois par an
- afin de limiter les nuisances envol de poussières et éventuellement sonores, si le projet d'installer un convoyeur à bande est réalisé, capoter cette installation, ou à défaut la munir d'un dispositif d'arrêt automatique inviolable lorsque le vent atteindra une vitesse à déterminer par un expert.

En outre, le commissaire enquêteur recommande au pétitionnaire, afin d'éloigner les circulations de camions et dumpers de la zone habitée du Mas Huc et Mas Gual, de rechercher une solution qui éviterait que ces circulations empruntent les parcelles cadastrées 87, 88, 89 et 90.

Enfin le commissaire enquêteur attire l'attention sur l'urgence de la remise en état du chemin de Charlemagne, unique accès actuel au site de la Sablière car ce chemin est très « accidentogène » pour les 2 roues.

V.2 Avis des Conseils Municipaux et du Conseil Général.

Par délibération en date du 27 février 2012 le conseil municipal de la **commune de BOMPAS** a émis un avis favorable à l'extension de l'exploitation avec renouvellement sous réserve du respect des mesures sécuritaires suivantes :

- priorité 1 : consiste en l'aménagement d'un giratoire sur la RD n°12 au droit de l'accès au chemin de Villelongue-de-la-Salanque (CR n°5) en partenariat avec le Conseil Général gestionnaire de la voirie Départementale
- priorité 2 : nécessite un renforcement de la structure de chaussée de l'ancien chemin de Villelongue et du chemin de Charlemagne (CR n°12) sur Perpignan,
- priorité 3 : consiste en la création d'une voie de jonction contigüe au fleuve Têt en rive gauche depuis le site d'exploitation jusqu'au rond point du millénaire via le passage à gué.

Par délibération du 15 janvier 2013 le conseil municipal de la commune de Villelongue-de-la-Salanque a tout d'abord émis un avis favorable à la demande sans réserve. Par délibération du 28 février 2013 le conseil municipal est revenu sur cet avis, suite à l'enquête publique et aux informations nouvelles qui leurs ont été rapportées notamment qu'à cet endroit il y a eu rupture de la digue en 1940. Lors de cette séance le conseil municipal considère que :

- les extractions vont affaiblir considérablement la digue ce qui risque de provoquer une nouvelle rupture,
- l'enfouissement de déchets du BTP, composées de matériaux de démolition de maisons anciennes dont les peintures contiennent du plomb crée un risque très important pour la nappe phréatique qui alimente la salanque, d'autant qu'il faut avant tout privilégier la sécurité des biens et des personnes ainsi que des exploitations agricoles,
- l'installation de la bande transporteuse de plus d'un kilomètre de long engendrera des pollutions néfastes pour l'environnement et la santé des riverains et les cultures agricoles,
- l'ARS a émis un avis réservé,

en conséquence de quoi il émet un avis défavorable.

Les 7 autres communes concernées par le rayon d'affichage de 3 km n'ont pas émis d'avis.

Par courrier du 19 février 2013 le **Conseil Général** effectue les remarques suivantes sans se prononcer :

- le projet prévoit une extraction de matériaux ne laissant au plus qu'une dizaine de centimètres entre le niveau de la nappe et le plancher de l'extraction, ce qui rendra la nappe particulièrement vulnérable au risque de pollution. Il semble donc opportun de conserver une marge de sécurité plus importante par mesure de précaution.
- Il conviendrait par ailleurs de préciser les impacts potentiels de la digue du haut des berges et des zones importantes de stockage de matériaux (certaines étant perpendiculaires à l'axe d'écoulement de la Têt) situées en zone d'aléa moyen du PPRI sur les écoulements de la Têt en période de crue
- La présence d'une importante colonie d'oiseaux Guépriers d'Europe étant avérée, il conviendrait d'approfondir, afin d'éviter tout contentieux, les mesures de prévention de l'habitat de cette espèce protégée.

Le CG signale qu'aucune remarque spécifique n'est à formuler pour ce qui concerne les impacts du projet sur le réseau routier.

V.3 Avis des services administratifs.

A signaler que la procédure de consultation des services a été modifiée en 2012. Dorénavant (voir article R. 512-21 du Code de l'environnement) le préfet doit

- 1) communiquer, pour avis, la demande d'autorisation à l'Institut national de l'origine et de la qualité
- 2) informer les services de l'Etat chargés de l'urbanisme, de l'agriculture, de la sécurité civile, des milieux naturels et de la police de l'eau, de l'inspection du travail et l'architecte des Bâtiments de France.

Par ailleurs l'avis de l'agence régionale de santé est sollicité au préalable dans le cadre de l'avis de l'autorité environnementale (voir article R. 122-1-1 du code de l'environnement). Suivant les enjeux du dossier le préfet peut solliciter d'autres services dans ce cadre de l'avis de l'autorité environnementale.

Par lettre du 07 novembre 2012 **l'Agence Régionale Santé** a émis les observations suivantes :

- le volet sanitaire est insuffisant et la caractérisation des risques sanitaires bâclée,
- aucune mesure de l'empoussièrément autour de l'exploitation n'est présentée, aucune qualité des poussières émises n'est présentée
- l'alimentation en eau des locaux des travailleurs n'est pas conforme,
- l'impact de l'extension sur la quantité et qualité des eaux captées par les particuliers pour l'alimentation de leur habitation n'est pas évoqué

L'agence Régionale Santé émet en conclusion un avis défavorable tant que des informations précises ne montreront pas un impact acceptable en terme de poussière et que l'alimentation en eau des locaux destinées au personnel ne sera pas conforme (autorisation de forage au titre du code de la santé ou raccordement à un réseau public). Si les mas à proximité de la sablière sont alimentés par des adductions privées, l'impact qualitatif et quantitatif du projet sur ces alimentations en eau devra être mesuré.

Par lettre du 20 novembre 2012 **l'institut national de l'origine et de la qualité (INAOQ)** a effectué des remarques sur les différentes aires AOC et AOP qui concernent les communes. En conclusion l'INAOQ déplore la réduction de l'espace agricole, indique que ce dossier n'a que peu d'enjeu pour la production d'AOP et précise qu'ils ne sont pas défavorables au projet tel qu'il a été présenté.

Par lettre du 30 janvier 2013 le Directeur Départemental **des Services d'Incendie et de Secours** a émis une observation concernant les caractéristiques des pistes pour permettre l'accessibilité du site aux engins de secours.

Les autres services pour lequel ce dossier a été envoyé pour information ne se sont pas prononcés.

A signaler toutefois que la **Direction Départementale des Territoires et de la Mer** a été consultée dans le cadre d'une version du dossier antérieure qui avait été déposée en mai 2012. Ce service a émis un avis par courrier du 25 juin 2012 qui concernait :

- une demande de confirmation que la totalité de la zone de stockage est en dehors du secteur A1r qui n'est pas compatible avec l'activité (un plan confirmant que le secteur A1r est en dehors de l'exploitation a été ajouté au dossier)
- la présence des guépriers d'Europe qui nichent dans les talus sableux et meubles (ce point particulier a fait l'objet d'un examen par le Service Nature de la DREAL).

VI. ANALYSE DU DOSSIER ET DISCUSSION.

Cette enquête administrative et publique fait ressortir 2 avis défavorables émis par la commune de Villelongue de la Salanque et l'ARS et plusieurs réserves émises principalement par le commissaire enquêteur.

L'enquête publique a mobilisé 20 personnes qui ont effectué de nombreuses remarques contre le projet.

Nous proposons de reprendre et d'analyser les éléments les uns après les autres.

Chemin d'accès à la carrière :

Plusieurs remarques ont été formulées sur les conditions d'accès au site de la Sablière de la Salanque. Toutefois le CG n'a pas émis d'observation sur les impacts du projet sur le réseau routier.

Ce projet n'aura pas d'incidence sur le trafic par rapport à la situation actuelle.

L'entreprise s'est engagée dans son mémoire en réponse au commissaire enquêteur à participer à la remise en état du Chemin de Charlemagne et à mettre en place la signalisation adaptée, en concertation avec les communes propriétaires de la voirie. Il propose pour cela un délai n'excédant pas 6 mois.

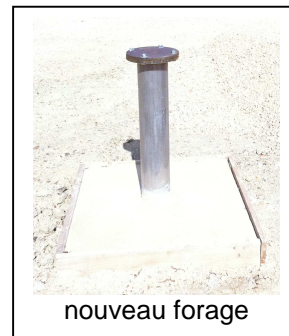
Pour répondre à cette problématique nous proposons de reprendre les engagements de l'exploitant en imposant la réalisation des travaux de remise en état du chemin de Charlemagne en concertation avec les mairies concernées, dans un délai de 6 mois à compter de la signature de l'arrêté, en ajoutant que l'entretien de ce chemin devra être assuré régulièrement suivant les détériorations constatées, pendant toute la durée de l'autorisation.

Alimentation en eau potable du personnel de la carrière

Ce point a déjà été évoqué lors de l'instruction du dossier de l'installation de traitement.

L'entreprise prévoit de créer un nouveau forage de 45m pour permettre l'alimentation de la base de vie avec un débit de 2 à 3 m³/h ; le forage a été foncé et l'analyse est en cours.

Nous proposons de conditionner le démarrage de l'exploitation à la mise en conformité du dispositif d'alimentation en eau potable du personnel validée par les services de l'ARS.



nouveau forage

Impact sur la quantité et qualité des eaux captées par les particuliers pour l'alimentation de leur habitation

Les extractions seront réalisées au-dessus de la nappe superficielle sur une épaisseur de 5m.

Pour l'exploitation de la carrière, l'exploitation a pris un certain nombre de mesures pour éviter les risques de pollution du sol qui peuvent venir principalement de la circulation des engins, comme la mise en place d'une plate-forme engins raccordée à un décanteur déshuileur et la mise en place de kit anti-pollution dans chaque engin.

Concernant le stockage des déchets inertes, l'exploitant propose de modifier les modalités de réception des déchets, en particulier de décharger les déchets du BTP sur une aire bétonnée afin de s'assurer de l'absence de déchets interdits avant leur enfouissement.

Par ailleurs les études hydrogéologiques ont montré que le sens d'écoulement de la nappe s'effectue globalement vers l'O-NO/E-SE, plus ou moins parallèle au cours de la Têt tout en s'en rapprochant, donc à l'opposée par rapport aux différentes habitation isolée située autour du site.

Il est prévu de renforcer le suivi de la nappe souterraine par l'intermédiaire d'au moins 3 piézomètres.

Guêpiers d'Europe

Une colonie de Guêpiers d'Europe s'est implantée sur le site à la faveur de la création de talus sableux meubles par l'exploitation de la carrière, talus propices au creusement des terriers et donc à la nidification de cette espèce.

Dans ces conditions une demande pour destruction d'habitats d'espèces protégées n'est paru pas nécessaire.

La présence de cette colonie a fait l'objet de plusieurs adaptations du dossier

Il est proposé d'imposer à l'exploitant les dispositions permettant de pérenniser cette colonie pendant et après l'arrêt de l'activité.



Talus colonisé par les Guêpiers d'Europe (mai 2013)

Risque inondation

Comme signalé ci-avant au chapitre IV « Enjeux identifiés par l'autorité environnementale » Le risque inondation a été étudié par l'intermédiaire de 2 études réalisées par le bureau PURE ENVIRONNEMENT (dossiers 09-DO-21 d'août 2010 et 10-DO-26 de janvier 2011) qui a conclu que le projet respectera les préconisations du SDAGE 2010-2015, que les risques d'érosion régressive ou de captation sont très faibles et que le projet d'extension n'entraînera pas d'impact hydraulique significatif. Les services administratifs concernés (DDTM et service risque de la DREAL) ont analysé le dossier sur ce point sans émettre d'observation particulière.

Risque pour la stabilité de la digue

L'exploitation sur la zone Ouest sera réalisée à plus de 100m de la digue, de ce fait l'excavation d'une profondeur de 5m ne peut pas nuire à l'intégrité de la digue.

L'exploitation sur la zone Est sera réalisée à plus de 50 m du haut des berges. Il n'y a pas de digue en surélévation au niveau des parcelles de la zone Est. Il existe un mur de soutènement en béton armé qui a été créé semble-t-il à la suite des inondations de 1940 afin de protéger le talweg, mais l'excavation de 5 m de profondeur à 50 m minimum ne peut entraîner une incidence sur la stabilité de cet ouvrage.

Les études spécifiques réalisées par la société PURE ENVIRONNEMENT n'ont pas fait ressortir de risque particulier pour la stabilité des digues.



mur de soutènement

Risque de pollution de la nappe

L'enfouissement de déchets inertes présente un risque de pollution du sol et de la nappe si la procédure d'acceptation et de contrôle n'est pas respectée. Les mesures évoquées ci-avant permettent de minimiser le risque (déchargement des déchets sur une aire permettant de contrôler que seuls les déchets inertes autorisés seront enfouis, suivi de la qualité de la nappe à l'aide d'un réseau de piézomètres). Par ailleurs l'arrêté du 06/07/11 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées a renforcé les contraintes imposées aux exploitants afin d'améliorer la traçabilité des enfouissements. Ces mesures devront être respectées par l'exploitant.

L'exploitant a décidé de limiter les extractions au-dessus du niveau des plus hautes eaux de la nappe malgré que l'étude spécifique réalisée par le cabinet Berga-Sud concluait à l'absence d'impacts significatifs même en cas d'extraction en nappe.

L'exploitant propose une épaisseur de 10cm de recouvrement au-dessus du niveau des plus hautes eaux. En dehors de ces périodes des plus hautes eaux le recouvrement sera de l'ordre de 60 à 85cm.

A noter que les extractions alluvionnaires effectuées en eau sont autorisées sans que cela ait pour conséquence une pollution des nappes concernées.

Enfin il peut être signalé que les terrains concernés par l'extension font depuis de nombreuses années l'objet de dépôts sauvages de déchets de tous types. Ces dépôts sauvages et illégaux de déchets présentent davantage de risque de pollutions de la nappe que l'exploitation de la gravière et son remblayage avec des matériaux inertes. En cas de suite favorable les parcelles faisant l'objet de la présente demande seront nettoyées et clôturées ce qui empêchera tout nouveau dépôt sauvage d'ordures.



piézomètre de contrôle en aval du site

Nuisances induites par les émissions de poussières

Suivant les propositions de l'exploitant il est proposé d'imposer la mise en place d'un réseau de surveillance des retombées de poussières bien que cette obligation concerne normalement les carrières qui produisent plus de 150.000 t/an (la production autorisée est de 60.000 t/an en moyenne et de 80.000 t/an au maximal).

A noter que les habitations les plus proches ne sont pas situées dans le sens des vents dominant (Tramontane).

Nuisances induites par le bruit

Afin de limiter l'impact sonore l'exploitant propose de mettre en place des merlons entre les installations et les habitations les plus proches.

Il est proposé d'imposer la réalisation d'une mesure annuelle des émissions sonores afin de vérifier la conformité du site.

Insertion paysagère

L'exploitant a proposé différentes mesures pour améliorer l'insertion paysagère du site. Ces mesures devront être réalisées avant le démarrage des travaux d'exploitation.

Interdiction des extractions sur les parcelles cadastrées DX 4, 5, 6, 8 et 9

Le commissaire enquêteur souhaiterait retirer de l'autorisation les parcelles situées le plus à l'Ouest.

Afin de minimiser l'impact l'exploitant a proposé de ne pas réaliser les travaux d'extraction et de remblaiement pendant les 3 mois d'été (juin juillet et août) et de limiter l'exploitation à des campagnes réparties sur une période de 12 semaines au maximum. Nous proposons de reprendre ces dispositions en ajoutant le mois de septembre comme le suggère le commissaire enquêteur.

Par ailleurs les différentes mesures d'aménagement (plantation et merlon) permettront de constituer un écran entre le site et les habitations les plus proches.

Ces mesures contraignantes pour l'exploitant permettent de limiter les impacts de cette exploitation aussi nous proposons de ne pas suivre la proposition du commissaire enquêteur sur ce point particulier.

A noter que les réserves sont estimées à 450.000 t et la suppression des parcelles mentionnées conduirait à enlever plus du quart du gisement exploitable, ce qui est impactant pour l'économie générale du projet.

Il peut être ajouté que l'activité d'extraction/remblaiement est phasée (4 phases de 5 ans chacune). L'analyse des plans de phasage montre que les parcelles concernées feront l'objet d'une extraction et d'un remblaiement/réaménagement dès la première phase quinquennale et que ce réaménagement sera totalement fini dès la fin de la deuxième phase quinquennale. Ces parcelles ne feront donc pas l'objet d'une exploitation sur 20ans mais sur une durée beaucoup plus limitée.

A signaler que compte tenu de l'exploitation par campagnes ponctuelles la bande transporteuse prévue initialement ne sera pas installée. L'exploitant propose également d'optimiser les transports internes en rapatriant les matériaux extraits avec les camions amenant les inertes pour le remblaiement.

Éviter la circulation de camions et dumpers sur les parcelles cadastrées 87, 88, 89 et 90

Malgré les nombreuses tentatives l'exploitant n'a pas pu trouver d'accord foncier avec le propriétaire de la parcelle localisée entre les parcelles 18 et 19 et la parcelle 21 (voir plan ci-dessus).

C'est pourquoi la solution retenue a été le contournement par les parcelles 87, 88, 89 et 90. Toutefois la circulation n'a pas besoin de s'effectuer sur toute la superficie des parcelles mais uniquement sur leur extrémité sud, la plus éloignée des habitations.

En conséquence, il est possible de limiter la largeur de la bande de passage à 10m, en créant ainsi au Nord de la bande une zone de protection.

Comité local d'information

La réglementation ne prévoit pas l'obligation de créer un comité local de suivi pour les carrières, pas contre l'exploitant s'est engagé à constituer un comité de suivi en cas d'obtention de l'autorisation, avec des réunions semestrielles.

VII. CONCLUSIONS

Au cours de l'instruction de cette demande d'autorisation plusieurs problématiques ont été soulevées à la fois par le public, les collectivités et les services administratifs.

L'analyse de ces différents éléments a montré qu'il n'y avait pas d'incompatibilité réglementaire ou technique ; des mesures compensatoires peuvent être mises en œuvre soit préalablement au démarrage de l'exploitation soit pendant les travaux.

Il s'agit d'une petite carrière de proximité destinée à répondre à des besoins locaux ; cette carrière existe depuis plus de 20 ans et son fonctionnement n'a pas été à l'origine d'un problème de voisinage.

Le projet d'extension sera réalisé suivant le même principe que précédemment, il n'y aura en particulier pas d'augmentation du volume d'activité.

La zone d'extension se rapprochera de mas isolés dont les habitants se sont plus particulièrement manifestés pendant l'enquête publique avec une crainte toute légitime que l'activité portera atteinte à leur tranquillité.

A la suite de l'enquête l'exploitant a proposé des mesures compensatoires supplémentaires et en particulier de ne pas exploiter la carrière pendant les mois d'été et de réduire l'activité à 2 campagnes par an de quelques semaines. Cette mesure ainsi que les propositions d'aménagement qui figuraient déjà au dossier devrait permettre de réduire l'impact de la carrière.

Concernant les craintes d'une pollution de la nappe du fait de l'enfouissement de déchets, il convient de signaler que l'arrêté du 06/07/11 a renforcé les contraintes sur ce type d'exploitation et que la mesure proposée par l'exploitant de décharger les déchets sur une plate-forme bétonnée pour permettre une vérification et un tri avant mise en décharge devrait garantir l'absence de déchets interdits.

Par ailleurs suivant les propositions de l'exploitant, un suivi de la qualité de la nappe sera mis en œuvre.

Nous proposons en conséquence aux membres de la CDNPS de donner un avis favorable à la demande de la société Sablière de la Salanque.

Se trouve ci-joint un projet d'arrêté préfectoral rédigé en ce sens qui reprend les différentes prescriptions signalés à savoir :

- Limitations de l'autorisation : article 1.2.3
- Aménagements paysagers : chapitre 2.2
- Aménagements anti-bruits : article 6.2.3
- Caractérisation des voies (SDIS) : article 7.2.1.2
- Risque inondation : article 7.2.4
- Conditions d'entreposage des déchets inertes : chapitre 8.1
- Condition de ravitaillement des engins : article 8.2.1.2
- Kit anti-pollution : article 8.2.1.2
- Aménagement de la route de Charlemagne et du débouché sur le RD12 : article 8.2.1.3
- Obligation de confirmer les aménagements avant mise en exploitation : article 8.2.2
- Protection des guépiers d'Europe : chapitre 8.3
- Surveillance des eaux souterraines : article 9.1.3
- Surveillance des niveaux sonores : article 9.1.4

A noter que cette proposition d'arrêté a été soumise à l'exploitant et ses remarques ont été prises en compte.

L'inspecteur des Installations Classées